



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Nantes, le mercredi 1^{er} février 2012.

A831 : le projet doit retourner au placard

Suite aux préconisations environnementales de la LPO qui augmente le budget de 150 millions €, le projet semblait dans une impasse financière qui satisfaisait beaucoup de monde. Mais le miracle des périodes électorales l'a brusquement fait ressortir du placard : hier, l'Etat, le département de la Vendée et celui de la Charente-Maritime ont signé le protocole d'accord et lancé l'appel d'offre à concession.

Un projet inutile

L'A 831 est présentée comme une aubaine pour le sud-Vendée. Pourtant, il semble nécessaire de revenir sur certains arguments :

- Le gain de temps est ridicule : 20 mn maximum, entre Bordeaux et Nantes.
- Le désenclavement du Sud-Vendée ? Même promesse avancée lors de la construction de l'A83 et non tenue ; cette autoroute n'a pas permis l'installation d'entreprises créatrices d'emplois. Bien au contraire, Fontenay-le-Comte et les alentours pourraient devenir des villes-dortoirs au bénéfice de la Rochelle polarisant les emplois et les entreprises.
- L'argument touristique ? Les touristes sont déjà très nombreux sur la côte et dans le marais. Une nouvelle autoroute ne changerait rien.
- Quant au contournement de Marans, le projet de déviation ne nécessite pas une autoroute. De plus, une route existe depuis début 2011 mais aucune pancarte ne l'indique ! C'est une solution simple, économe en terres agricoles, en finances publiques et pour les portefeuilles des usagers.

Un projet écologiquement désastreux

En 1992, lors du choix du tracé de l'A83, il avait été décidé de contourner Niort par le nord dans un souci de préserver le Marais poitevin. **Mais aujourd'hui, traverser le marais et deux zones Natura 2000 ne poserait plus de problèmes !**

Enfin, les mesures compensatoires de la LPO, seront-elles bien toutes prises en compte ? L'exemple de l'A 28 ne nous rassure pas.

Une aberration financière de 890 Millions d'euros, soit prêt de 14 millions d'euros le kilomètre

En cette période de crise, le projet sera financièrement très lourd pour les collectivités, et comment justifier qu'après le Grenelle de l'environnement, certains continuent à privilégier l'autoroute au détriment des infrastructures ferroviaires : Fontenay-le-Comte n'est plus desservi par le train, la modernisation de la ligne La Roche sur Yon - La Rochelle est une nécessité, le projet d'un arrêt à Velluire est à creuser. Mais au vu des montants engagés pour l'autoroute, le rail devrait encore une fois attendre !



Région
PAYS DE LA LOIRE
Groupe d'élu-e-s Europe Écologie Les Verts

Groupe Europe Écologie Les Verts
Conseil Régional des Pays de la Loire

Sur ce projet important et coûteux, un débat public, qui n'a jamais eu lieu, est indispensable.

Europe Écologie Les Verts s'étonne des propos tenus ce matin dans la presse par les élus locaux vendéens et notamment Hugues Fourrage, maire de Fontenay-le-Comte et conseiller régional. Celui-ci se félicite de l'engagement des collectivités, notamment de celui de la région. Une déclaration pour le moins surprenante sachant que ce serait une claire remise en cause des accords de second tour des régionales entre EELV et le PS. Cet accord stipule en effet que la région ne financera pas de nouveaux programmes routiers.

La région a fait du ferroviaire un enjeu primordial, et d'ailleurs le financement de projets routiers n'est plus de sa compétence, mais concerne les départements et l'Etat. La Région Poitou-Charente, qui accueillera 44km de l'autoroute sur 60km, a décidé de ne pas s'engager. La Région Pays de la Loire doit évidemment faire le même choix.

Jean-Philippe MAGNEN,

Vice-président du Conseil régional des Pays de la Loire, président du groupe Europe Écologie Les Verts

Michel PERRIER,

Conseiller régional (EELV), membre de la commission Infrastructures, transports et déplacements